

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT ET UNIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 1087^e
SÉANCE**

Vendredi 2 décembre 1966,
à 15 h 15

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
<i>Point 37 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement: rapport du Conseil du commerce et du développement (suite)</i>	409
<i>Point 52 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Examen général des programmes et activités entrepris en matière économique et sociale, en matière de coopération technique et dans des domaines connexes par l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et toutes les autres institutions et agences se rattachant au système des Nations Unies (fin)</i>	
<i>Adoption du projet de rapport de la Commission</i>	412
<i>Point 38 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies: rapport du Comité pour un fonds d'équipement des Nations Unies (suite) . . .</i>	412
<i>Point 44 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement: rapport du Secrétaire général</i>	414

Président: M. Moraiwid M. TELL (Jordanie).

POINT 37 DE L'ORDRE DU JOUR

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement: rapport du Conseil du commerce et du développement (suite) [A/6303/Add.1, chap. I; A/6315, A/6501, A/C.2/L.907 et Corr.1 et Add.1 et 2, A/C.2/L.909 et Add.1, A/C.2/L.911]

1. M. VASSILYEV (République socialiste soviétique de Biélorussie) dit que de nombreux représentants n'ont pas caché leur inquiétude devant la détérioration des termes de l'échange des pays en voie de développement, le déficit croissant de leurs balances des paiements, l'instabilité des relations financières internationales et le renforcement des mesures discriminatoires appliquées par certains pays occidentaux. Une telle inquiétude est parfaitement justifiée. En effet, depuis la première session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (UNCTAD), la part des pays en voie de développement dans le commerce mondial a continué à diminuer et l'accès de leurs matières premières aux marchés des pays occidentaux est

encore entravé par de multiples limitations. Les cours du cacao, du café et de nombreux autres produits, imposés par les monopoles internationaux, sont trop bas pour permettre aux pays en voie de développement d'affecter des ressources suffisantes à leur croissance et notamment à l'acquisition de l'équipement industriel. Selon les experts de l'ONU, le montant des pertes subies par ces pays en raison des fluctuations des cours est égal et même supérieur aux ressources dont ils ont besoin pour assurer un taux de croissance annuelle du revenu par habitant de l'ordre de 2 p. 100. La délégation biélorussienne, qui attache une grande importance à la mise en œuvre des principes et des recommandations adoptés par l'UNCTAD à sa première session^{1/}, fait siennes les observations formulées à ce sujet par les représentants des pays socialistes. Elle approuve les critiques dont a fait l'objet le Conseil du commerce et du développement. Ce dernier n'a pas encore pris de mesures pratiques en vue d'améliorer les échanges entre pays dotés de régimes économiques et sociaux différents dont pourrait bénéficier le commerce des pays en voie de développement. A sa deuxième session, la Conférence devrait accorder à cet important problème toute l'attention qu'il mérite.

2. La délégation biélorussienne est disposée à appuyer le projet de résolution concernant l'Accord international sur le cacao (A/C.2/L.909) si les auteurs du projet acceptent de tenir compte des observations qu'elle leur a communiquées. S'agissant du document A/C.2/L.907, on y trouve la formule "les pays développés" parmi lesquels les auteurs comptent les pays socialistes. Cette formule voile en fait la responsabilité morale et matérielle des Etats impérialistes pour la situation économique catastrophique des pays en voie de développement. Le projet A/C.2/L.907 est incomplet et unilatéral, et certaines de ses dispositions ne tiennent pas suffisamment compte des efforts diligents qu'implique la mise en œuvre des décisions de l'UNCTAD. En particulier, la délégation biélorussienne ne peut appuyer les cinquième et huitième considérants et les paragraphes 2 et 3 du dispositif de la partie A. En effet, les pays socialistes ont pris des mesures en vue d'appliquer les recommandations de l'UNCTAD, et la responsabilité pour la non-exécution de celles-ci par une série de pays occidentaux ne saurait leur être imputée. Le projet de résolution ignore les caractéristiques propres de l'économie socialiste et les conditions plus favorables de l'aide, des échanges et de la coopération technique et scientifique consenties par les pays socialistes. L'existence aux Etats-Unis

^{1/} Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, vol. I: Acte final et rapport (publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.II.B.11).

et dans d'autres pays occidentaux de listes de marchandises dont la vente aux autres pays est interdite constitue un obstacle sérieux à la normalisation du commerce international. Le projet A/C.2/L.907 devrait souligner qu'il est urgent de mettre fin à ces pratiques discriminatoires.

3. Il y aurait également lieu de lancer dans la partie B du projet un appel aux gouvernements ayant formulé des réserves concernant l'Acte final de l'UNCTAD pour qu'ils fassent connaître les mesures qu'ils envisagent de prendre pour parvenir à une entente plus large touchant les principes des accords commerciaux internationaux et de la politique commerciale. A sa deuxième session, la Conférence doit adopter des mesures pratiques pour appliquer les principes et les recommandations formulées lors de la première session. M. Vassilyev note, à ce propos, que l'UNCTAD gagnerait à assurer la participation à ses travaux de tous les Etats intéressés. Enfin, le projet de résolution reconnaît le lien entre le commerce international et la réforme du système monétaire international; ces deux questions sont cependant traitées séparément. Les auteurs du projet pourraient facilement remédier à ce défaut.

4. M. DELGADO (Sénégal) rappelle qu'en 1964 la communauté internationale a décidé de poser les fondements d'une nouvelle société mondiale en jetant bas toutes les pratiques et toutes les règles au nom desquelles s'organisaient les relations économiques internationales. A la veille de la deuxième session de l'UNCTAD, on ne peut que partager le désenchantement exprimé par son secrétaire général lorsqu'il a dit (1078ème séance) que la réalisation de l'objectif de 5 p. 100 fixé pour la présente décennie était devenue illusoire. Les données de ce grave déséquilibre du commerce mondial ne sont que trop connues, et le fossé s'accroît de jour en jour entre pays en voie de développement et pays développés. L'économie du Sénégal subit les conséquences défavorables de cette situation, car l'arachide, qui constitue la principale source de ses recettes d'exportation, continue à affronter un marché d'oléagineux particulièrement vulnérable depuis l'alignement des prix sénégalais sur les prix mondiaux. En dépit de la compensation partielle que reçoit le Sénégal de la Communauté économique européenne sous forme d'aide à la diversification, la perte nette de recettes qu'il subit est de l'ordre de 20 millions de dollars, soit 12,5 p. 100 de son budget. Cette situation a encore été aggravée par la sécheresse que le Sénégal a connue en 1966. Il n'en continue pas moins à mobiliser toutes ses ressources pour briser le carcan du sous-développement.

5. Il convient certes de rechercher les causes profondes de l'échec des recommandations de l'UNCTAD. Il n'est guère douteux qu'il faille, dans un premier temps, réviser les méthodes de travail afin d'instaurer un dialogue fructueux et explorer toutes les voies pouvant mener à un accord. Le Secrétaire général de l'UNCTAD a rappelé à juste titre que la prolifération des réunions grevait lourdement le budget de l'UNCTAD. La délégation sénégalaise, qui a participé activement aux travaux de la Commission des produits de base et du Groupe des préférences, a pu constater que les conditions d'un dialogue efficace n'existaient

pas encore. M. Delgado note à ce propos que la réunion de la deuxième session de la Conférence à New Delhi imposera aux gouvernements des pays en voie de développement des charges financières particulièrement lourdes. Cette conférence devra s'attacher à une série de questions spécifiques et être une conférence de négociation. Le Conseil du commerce et du développement n'en devra pas moins continuer à étudier les questions les plus urgentes pouvant faire l'objet d'un accord. Toutefois, au-delà de toutes les questions d'organisation, la volonté politique des pays développés demeure la condition principale du succès de la deuxième session de l'UNCTAD. A cet égard, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'égalité souveraine des nations et la solidarité internationale resteront des slogans creux tant que les relations entre les nations ne seront pas examinées à la lumière des faits économiques et sociaux.

6. Le Gouvernement sénégalais se prépare activement à la deuxième session de la Conférence et a institué à cet effet un groupe de travail interministériel. Qui plus est, la dernière conférence des chefs d'Etat de l'Organisation de l'unité africaine a adopté à l'unanimité une résolution présentée par la délégation sénégalaise concernant la convocation à Alger de la conférence préparatoire du tiers monde, qualifiée de "Bandoung économique des trois continents". Le Sénégal place de grands espoirs dans le succès de la conférence préparatoire d'Alger, qui permettra de renforcer la position des pays en voie de développement à la deuxième session de l'UNCTAD.

7. La délégation sénégalaise appuie le projet de résolution et fait siennes, en ce qui concerne la date de la deuxième session de l'UNCTAD, les suggestions formulées par la délégation argentine (1079ème séance).

M. Boiko (République socialiste soviétique d'Ukraine) prend la présidence.

8. M. Mohamed AL-ATRASH (Syrie) dit que les arguments en faveur de la création d'un fonds d'équipement peuvent se résumer comme suit: les pays en voie de développement ont besoin d'un volume accru d'aide financière extérieure nette non assortie de clauses politiques et fournie à des conditions libérales par l'intermédiaire de l'ONU. Les représentants d'un certain nombre de pays avancés ont objecté que le fonds d'équipement n'obtiendrait pas de contributions suffisantes pour répondre aux besoins des pays en voie de développement. Il est, cependant, certain que les pays développés sont à même d'assurer le succès d'un fonds d'équipement. Si certains d'entre eux s'y refusent, c'est qu'ils répugnent à financer la formation de capital dans les pays en voie de développement par l'intermédiaire de l'ONU. Ils ne veulent pas, en fait, renoncer à se servir de l'assistance internationale comme d'un instrument de leur politique étrangère.

9. Abordant le point de l'ordre du jour relatif à l'UNCTAD, le représentant de la Syrie rappelle que le commerce des pays en voie de développement se heurte à deux problèmes fondamentaux: la baisse à court terme de leurs recettes d'exportation et la détérioration à long terme de leurs termes de l'échange. La mise en œuvre des solutions recom-

mandées à cet égard par l'UNCTAD, lors de sa première session, a été jusqu'à présent très lente. Dans ces conditions, la Syrie n'a pu que se joindre aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.907 dont M. Al-Atrash rappelle les principales dispositions. La partie C a trait pour l'essentiel au problème des liquidités internationales, auxquelles la Commission n'a pas accordé jusqu'à présent toute l'attention nécessaire. On sait que les liquidités internationales sont constituées par les réserves en devises étrangères — y compris la tranche-or de la quote-part versée au Fonds monétaire international (FMI) — des divers pays. Elles comprennent également les crédits à court terme accordés à ces pays. Bien entendu, ne font pas partie des liquidités internationales les avoirs en devises qui échappent au contrôle des autorités monétaires et l'aide à long terme au développement.

10. Les liquidités internationales sont destinées à financer les déficits à court terme des balances nationales des paiements et permettent aux pays intéressés d'éviter des mesures correctives préjudiciables à leur croissance économique et à l'économie mondiale tout entière. Le recours à ces liquidités devient moins nécessaire dans la mesure où les pays sont disposés à prendre l'une des mesures ci-après: a) restrictions en matière de change ou de commerce ou renforcement de ces restrictions; b) déflation rapide à l'échelle nationale et c) dévaluation. On s'accorde à reconnaître qu'il n'y a pas, à l'heure actuelle, de pénurie généralisée de liquidités internationales. Une telle pénurie peut cependant intervenir si la principale source de liquidités, à savoir le déficit de la balance des paiements des Etats-Unis vient à disparaître. De nombreux plans ont été envisagés pour parer à cette éventualité. L'un d'entre eux, examiné dans le rapport Ossola^{2/}, a pour objectif d'augmenter directement les réserves détenues par un groupe limité de pays. La délégation syrienne est opposée à ce plan précisément en raison de la composition limitée du groupe de pays auxquels il s'applique. Elle n'ignore pas toutefois qu'il peut comporter des avantages indirects pour les pays peu développés en augmentant les importations des pays membres. Il n'en demeure pas moins que l'augmentation des réserves des pays membres, qui sont des pays riches, sera le résultat d'un simple jeu d'écritures, tandis que dans le cas des non membres, qui sont pour la plupart des pays pauvres, l'accroissement correspondra impliquera la cession de ressources réelles et résultera d'un excédent de leurs balances des paiements.

11. Tout plan tendant à accroître les réserves internationales doit être ouvert à tous les pays qui souhaitent s'y associer et doit tenir compte de la pénurie de liquidités que connaissent les pays en voie de développement. La délégation syrienne appuiera par conséquent le plan proposé par le Groupe d'experts chargé d'étudier les questions monétaires internationales de l'UNCTAD, qui vise à créer des réserves sous forme d'unités du FMI financées, conformément à un système de quotes-parts calculées sur la base de celles qui sont versées au FMI,

par des contributions en monnaie nationale^{3/}. De plus, ce plan établit un lien entre la formation de réserves et l'octroi de l'assistance. Un tel lien, bien qu'il soit hautement souhaitable, ne doit pas être un obstacle à l'acceptation des dispositions du plan relatif à la formation des réserves. La délégation syrienne a pris note avec satisfaction de la déclaration faite à la réunion commune des Conseils des gouverneurs du FMI et de la Banque mondiale par M. Henry H. Fowler, secrétaire au Trésor des Etats-Unis, selon laquelle on s'accorde à reconnaître que "les avoirs de réserves constitués de propos délibéré doivent être répartis, quand il sera nécessaire, entre tous les Etats Membres du FMI conformément aux quotes-parts au Fonds ou à une formule similaire".

12. Les pays en voie de développement doivent non seulement bénéficier de toute création de réserves, mais prendre part aux discussions en vue de tous nouveaux arrangements pour la réforme du système monétaire international ainsi que dans l'application de tels arrangements.

M. Tell (Jordanie) reprend la présidence.

13. M. Amjad ALI (Pakistan) souligne que le deuxième rapport annuel du Conseil du commerce et du développement (A/6315), qui traite pour la première fois des travaux de l'UNCTAD quant au fond — puisque le premier rapport^{4/} était surtout consacré à des questions d'organisation —, témoigne de progrès encore très insuffisants quant à l'application des recommandations de la première session de la Conférence. A son avis, pour assurer le succès de la deuxième session, il faut que les discussions visant à amener les pays développés à prendre les mesures nécessaires se poursuivent avant la convocation de cette conférence, en même temps que les travaux préparatoires.

14. En matière de financement, par exemple, les données dont on dispose indiquent une certaine désaffection de la part des pays développés alors que les besoins des pays en voie de développement augmentent. Les mesures financières supplémentaires envisagées à la première session de l'UNCTAD ne bénéficieront aux pays en voie de développement que selon des conditions très strictes et qu'ils n'auront malheureusement pas déterminées eux-mêmes; cependant, ce financement leur sera utile, et il faut espérer que la deuxième session de la Conférence pourra prendre tout au moins une décision de principe en la matière. De même, il faut espérer qu'une décision sera prise au sujet du financement compensatoire pratiqué par le FMI pour atténuer les effets des fluctuations des prix des produits de base; malgré son caractère temporaire, cette assistance peut en effet compléter utilement les ressources des pays en voie de développement.

15. D'autres progrès pourraient également être accomplis d'ici à la convocation de la deuxième session de l'UNCTAD. Il semble, par exemple, que les négo-

^{2/} Report of the Study Group on the Creation of Reserve Assets, 31 mai 1965 (U.S. Government Printing Office: 1965 O-783-620).

^{3/} Voir Les problèmes monétaires internationaux et les pays en voie de développement (publication des Nations Unies, numéro de vente: 66.II.D.2), par. 74 à 86.

^{4/} Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Supplément No 15.

ciations Kennedy, qui sont en bonne voie, laissent subsister un grand nombre d'exceptions relatives aux produits exportés par les pays en voie de développement. Si certaines d'entre elles pouvaient être éliminées, les résultats des négociations seraient plus conformes aux aspirations de ces pays; certains pays développés pourraient peut-être, d'ici à la deuxième session de la Conférence, abaisser, par exemple, les barrières douanières qu'ils opposent à l'importation du cacao, produit exporté par peu de pays, mais qui constitue la seule source de recettes en devises de certains d'entre eux. En second lieu, l'idée d'un système de préférences applicable aux articles manufacturés exportés par les pays en voie de développement semble faire son chemin; là encore, certains efforts pourraient être accomplis d'ici à la deuxième session de la Conférence. D'ici là également, les pays développés pourraient peut-être envisager l'abaissement des barrières douanières et l'élimination des contingentements qui entravent l'accès au marché mondial des articles manufacturés produits par les pays en voie de développement, articles qui, il ne faut pas l'oublier, sont encore d'une nature très élémentaire.

16. En ce qui concerne les efforts à accomplir par les pays en voie de développement eux-mêmes, dont le Secrétaire général de l'UNCTAD a parlé en présentant son rapport, l'expansion des échanges commerciaux entre ces pays progresse, certes, mais exigera un temps assez long, car beaucoup d'entre eux sont vendeurs des mêmes produits; le Pakistan, par exemple, dans le cadre de sa coopération économique avec l'Iran et la Turquie, doit prendre soin de ne pas concurrencer indûment l'industrie textile de ces deux pays.

17. En matière de production agricole, le Pakistan a entrepris la réforme agraire depuis 1958 en s'efforçant d'assurer l'utilisation rentable des techniques modernes. La production augmente régulièrement depuis lors, mais les progrès sont malheureusement entravés par l'insuffisance du développement industriel du pays, qui ne lui permet de produire ni les engrais chimiques, pesticides et insecticides, ni les machines agricoles en quantité suffisante pour accroître la productivité. Le même problème se pose d'ailleurs dans tous les pays en voie de développement qui, comme cela a été le cas pour les Etats-Unis, les pays européens et le Japon, ne pourront améliorer leur productivité en matière d'agriculture que grâce à l'industrialisation.

18. En terminant, M. Amjad Ali exprime encore une fois l'espoir que certaines recommandations de la première session de l'UNCTAD pourront être mises en œuvre d'ici à la deuxième session.

19. Le PRESIDENT propose de suspendre la discussion de cette question en attendant les résultats des négociations en cours et de passer à l'examen du rapport de la Commission sur l'examen général des programmes et activités.

Il en est ainsi décidé.

POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général des programmes et activités entrepris en matière économique et sociale, en matière de coopération technique et dans des domaines

connexes par l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et toutes les autres institutions et agences se rattachant au système des Nations Unies (fin)

ADOPTION DU PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION (A/C.2/L.912)

20. M. REISCH (Autriche) [Rapporteur] présente le projet de rapport de la Commission sur ce point de l'ordre du jour.

Le projet de rapport (A/C.2/L.912) est adopté.

POINT 38 DE L'ORDRE DU JOUR

Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies: rapport du Comité pour un fonds d'équipement des Nations Unies (suite) [A/6303/Add.1, chap. II; A/6418 et Corr.1, A/6459, A/C.2/L.910 et Add.1, A/C.2/L.913, A/C.2/L.918]

21. M. DE SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales) rappelle, au sujet des incidences financières du projet de résolution A/C.2/L.910, les réserves qu'appelle de la part du Secrétariat la pratique actuelle, qu'il espère voir remplacée bientôt par une procédure meilleure. Il souligne qu'il a rarement eu plus de réserves que dans le cas présent, vu le grand nombre d'hypothèses possibles. Il prie le Secrétaire de la Commission de donner lecture de l'état des incidences financières du projet de résolution A/C.2/L.910.

22. M. KITTANI (Secrétaire de la Commission) donne lecture du document A/C.2/L.918.

23. M. FRANZI (Italie), soulevant une question d'ordre, demande qu'on laisse à la Commission le temps d'examiner les incidences financières de ce projet de résolution, qui s'élèvent à plusieurs centaines de milliers de dollars et qui n'ont pas été données à la Commission pour information seulement.

24. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution A/C.2/L.910.

25. M. AUCHERE (France) rappelle que sa délégation a demandé à la dernière séance la division sur le paragraphe 2 de l'article IV.

Sur la demande du représentant de l'Australie, il est procédé au vote par appel nominal sur le paragraphe 2 de l'article IV.

L'appel commence par l'Iran, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Iran, Irak, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malaisie, Mali, Maroc, Niger, Nigéria, Pakistan, Panama, Paraguay, Philippines, Rwanda, Arabie Saoudite, Somalie, Soudan, Syrie, Thaïlande, Togo, Tunisie, Ouganda, République arabe unie, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Venezuela, Yougoslavie, Zambie, Afghanistan, Algérie, Argentine, Bolivie, Brésil, Birmanie, Cameroun, République centrafricaine, Ceylan, Tchad, Chili, Colombie, République démocratique du Congo, Dahomey, République dominicaine, Equateur, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Honduras, Inde et Indonésie.

Votent contre: Italie, Japon, Luxembourg, Malte, Mongolie, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Afrique du Sud, Suède, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États-Unis d'Amérique, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Cuba, Tchécoslovaquie, Danemark, Finlande, France, Grèce, Hongrie et Islande.

S'abstiennent: Irlande, Israël, Malawi, Mexique, Sénégal, Espagne, Turquie, Chine, El Salvador et Guatemala.

Par 59 voix contre 31, avec 10 abstentions, le paragraphe 2 de l'article IV est adopté.

26. Le PRÉSIDENT met aux voix l'ensemble du projet de résolution.

Sur la demande du représentant du Kenya, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Koweït, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Koweït, Liban, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malaisie, Mali, Maroc, Niger, Nigéria, Pakistan, Panama, Paraguay, Philippines, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Somalie, Soudan, Syrie, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Ouganda, République arabe unie, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Venezuela, Yougoslavie, Zambie, Afghanistan, Algérie, Argentine, Bolivie, Brésil, Birmanie, Cameroun, République centrafricaine, Ceylan, Tchad, Chili, Colombie, République démocratique du Congo, Dahomey, République Dominicaine, Equateur, Éthiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Honduras, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Israël, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie et Kenya.

Votent contre: Luxembourg, Nouvelle-Zélande, Norvège, Portugal, Afrique du Sud, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États-Unis d'Amérique, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Finlande, France, Islande, Irlande, Italie et Japon.

S'abstiennent: Malawi, Malte, Mexique, Mongolie, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Espagne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chine, Cuba, Tchécoslovaquie, El Salvador, Grèce, Guatemala et Hongrie.

Par 62 voix contre 19, avec 19 abstentions, l'ensemble du projet de résolution est adopté.

27. M. LUBBERS (Pays-Bas) retire le projet de résolution A/C.2/L.913, qu'il avait présenté pour le cas où le projet de résolution A/C.2/L.910 ne serait pas adopté.

La séance est suspendue à 17 heures; elle est reprise à 18 h 25.

28. M. MURGESCU (Roumanie) dit que sa délégation s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution A/C.2/L.910 non pas parce qu'elle est opposée à la création d'un fonds d'équipement, que la Roumanie a toujours appuyée en votant, à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le déve-

loppement en 1964, en faveur des recommandations A.IV.7 et A.IV.8 comme deux parties inséparables d'un même problème, mais parce que le projet de résolution faisait totalement abstraction de la recommandation A.IV.8 en s'éloignant de l'idée d'une transformation graduelle du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et en aboutissant à la création d'un organisme autonome parallèle. La Roumanie est opposée à la prolifération des organisations et elle estime que, en améliorant les activités des organisations existantes et en consacrant le budget de l'ONU au développement et non à de nouvelles dépenses administratives, on peut obtenir de meilleurs résultats.

29. C'est dans cet esprit d'ailleurs que la Roumanie avait appuyé la fusion du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique, qu'elle considérait comme un premier pas vers la transformation graduelle de l'élément Fonds spécial du PNUD en fonds d'équipement. Elle avait également voté pour la résolution 2042 (XX), qui souligne le lien existant entre les recommandations A.IV.7 et A.IV.8. La principale responsabilité de la situation actuelle retombe sur certaines délégations qui s'opposent à la transformation graduelle de l'élément Fonds spécial du PNUD en fonds d'équipement: la délégation roumaine espère que, dans le cadre du PNUD, elles prendront conscience de la nécessité d'avoir une seule organisation agissant à la fois dans les domaines du préinvestissement et de l'investissement.

30. M. CARANICAS (Grèce) avait espéré que les auteurs retireraient leur projet de résolution A/C.2/L.910 après le dépôt par la délégation des Pays-Bas du projet de résolution A/C.2/L.913. L'adoption du premier de ces projets de résolution, voté dans une atmosphère d'irréalité, constitue, en fait, une décision de créer un fonds d'équipement dépourvu de fonds. De toute évidence, les pays développés préfèrent accorder leur aide d'une manière bilatérale, et comme la stagnation actuelle de cette aide est due essentiellement aux difficultés de balance des paiements qu'ils éprouvent, il est clair que l'on dispose aujourd'hui de moins de ressources pour faire face aux besoins accrus des pays en voie de développement. Même le PNUD n'a pas réussi à mobiliser les 200 millions de dollars qui lui sont nécessaires pour 1967, et sur lesquels il manque encore 30 millions de dollars. Dans ces conditions, demander des ressources supplémentaires pour créer une nouvelle organisation, c'est faire preuve d'un manque de sens des réalités; il faut s'efforcer plutôt de trouver une meilleure manière d'alléger le fardeau du service de la dette, qui est le problème le plus urgent des pays en voie de développement. Le représentant de la Grèce s'associe aux observations du représentant des États-Unis, qui a déclaré (1083ème séance) que, par définition, la création d'un fonds d'équipement présume qu'il y aura des fonds disponibles pour être investis et qu'ils seront d'une importance et d'un type qui pourront servir à atteindre des buts vitaux de développement.

31. La Grèce a été, dès 1952, parmi ceux qui préconisaient la création d'un fonds d'équipement; elle a voté également en faveur de la recommandation A.IV.8 de l'UNCTAD, ainsi que pour la résolution 1936 (XVIII) de l'Assemblée générale, relative à la trans-

formation progressive du Fonds spécial des Nations Unies en fonds d'équipement, de façon qu'il exerce à la fois des activités de préinvestissement et d'investissement. Mais le projet de résolution qui vient d'être adopté relève davantage du rêve que de la réalité, et c'est pourquoi, pour la première fois, la délégation grecque n'a pu appuyer un projet de résolution ayant en vue la création d'un fonds d'équipement et a dû s'abstenir.

32. M. ALAÇAM (Turquie) dit que le vote positif de la délégation turque doit être interprété comme une suite logique de l'appui qu'elle a donné à toutes les résolutions antérieures de ce genre à l'Assemblée générale et à l'UNCTAD. Toutefois, à la suite de la position prise par les pays développés, le fonds d'équipement ne pourra pas disposer de ressources importantes et ne sera pas en mesure d'accroître sensiblement le courant de capitaux vers les pays en voie de développement. Il s'ensuit que le but de la résolution ne sera pas atteint.

33. M. PARDO (Malte) n'a pu voter pour le projet de résolution, non point parce qu'il en désapprouve les buts, mais parce qu'il ne voit pas l'utilité de créer une nouvelle organisation dépourvue de ressources suffisantes. Petit pays, Malte sera obligée de payer une quote-part relativement importante des dépenses d'administration du fonds d'équipement, sans en retirer le moindre bénéfice. M. Pardo regrette que l'on ait insisté sur ce projet de résolution, alors qu'il y avait beaucoup d'autres voies à explorer. L'abstention de la délégation maltaise ne signifie pas qu'elle se résigne à l'actuelle situation: elle est prête à prendre en considération toute autre proposition qui sera présentée à l'Assemblée générale.

34. M. MAKEEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que la position de sa délégation a été maintes fois exposée tant à l'Assemblée générale qu'au Conseil économique et social et au Comité pour un fonds d'équipement des Nations Unies. Elle a toujours préconisé la création de ce fonds par voie de transformation du Fonds spécial, méthode qui était d'ailleurs envisagée dans les résolutions 1219 (XII), 1317 (XIII) et 1936 (XVIII) de l'Assemblée générale, qui est incontestablement la plus logique et qui, selon la délégation de l'URSS, peut être appliquée avec les ressources actuellement disponibles. Il est certes regrettable que la création d'un fonds d'équipement se heurte toujours aux mêmes objections, mais il est également regrettable que les auteurs du projet de résolution qui vient d'être adopté n'aient pas tenu compte des amendements au projet de statuts que la délégation soviétique avait proposés à la dernière session du Comité pour un fonds d'équipement des Nations Unies et qu'ils aient ainsi présenté un

texte qui est en contradiction avec les décisions antérieures de l'Assemblée générale et les recommandations de l'UNCTAD et n'est pas conforme aux intérêts véritables des pays en voie de développement.

35. Dans ces conditions, la délégation de l'URSS a dû voter contre le paragraphe 2 de l'article IV du projet de résolution, estimant que le budget ordinaire de l'ONU n'est pas destiné à financer les activités d'un fonds d'équipement, et elle a dû s'abstenir sur l'ensemble du projet de résolution. Par ailleurs, le Gouvernement de l'Union soviétique ne saurait prendre aucun engagement à propos d'un fonds d'équipement créé dans les conditions qui viennent d'être adoptées.

36. M. GALLARDO MORENO (Mexique) s'est abstenu bien que son pays se range parmi les pays en voie de développement et ait toujours participé sans réserve à tous les efforts visant à favoriser le progrès de ces pays. Comme il l'a déjà dit dans son intervention au sujet du projet de résolution (1078ème séance), sa délégation ne pense pas qu'il faille créer un nouvel organisme sans que celui-ci ait toutes les chances de succès. Sa position aurait pu être modifiée si on lui avait présenté une liste concrète des programmes des pays en voie de développement qui ne peuvent pas être financés par les organismes mondiaux et régionaux existants.

37. M. PAPADOPOLO (Guatemala) souligne qu'en tant que petit pays le Guatemala a tout particulièrement besoin de capitaux extérieurs pour son développement. Sa délégation regrette certes l'opposition des grands pays industrialisés à la création d'un fonds d'équipement, mais elle craint que la création de cet organisme en l'absence de sources supplémentaires de capitaux ne vienne menacer les ressources des institutions existantes, et particulièrement des institutions régionales qui sont très utiles aux pays en voie de développement. La délégation guatémaltèque s'est donc abstenue.

POINT 44 DE L'ORDRE DU JOUR

Affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement: rapport du Secrétaire général (A/6303, chap. XIII, sect. III, et chap. XVI, sect. VIII; A/6444, E/4169 et Add.1)

38. Le PRÉSIDENT indique qu'aucune délégation n'a demandé à prendre la parole au sujet de cette question et propose à la Commission de prendre acte, en l'approuvant, de la résolution 1154 (XLI) du Conseil économique et social.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 19 heures.